

L'opposition nous accuse, M. l'Orateur, d'avoir violé nos promesses, d'avoir taxé, d'avoir emprunté.

Mais c'eût été de la folie que de promettre d'administrer sans nouveaux revenus, puisque M. Mercier disait dès 1886 qu'avec une dette totale de \$18,127,233.33 la taxe directe était devenue nécessaire, comment s'exempter de taxer avec une dette de plus de trente millions ?

NOUS AVONS DIMINUÉ LE PASSIF.

Nous avons réduit les dépenses contrôlables, comme nous avons diminué le passif légué par le gouvernement Mercier, de \$35,849,230.18 à \$31,211,282.68, le 1er juillet 1896, soit : \$4,637,947.50. Voir comptes publics, p. 16, Etat No 3.

En 1892, M. Hall comptait parmi les obligations de la province le paiement éventuel de subsides que les compagnies de chemin de fer pourraient avoir le droit de réclamer quand elles auraient satisfait aux exigences de la loi.

M. Shehyn, et M. Mercier lui-même, n'ont jamais fait autrement. Dès 1890, ce dernier mettait à notre passif les seconds 35 cents encore dûs, et dont le rachat est proposé dans le discours du trône au moyen d'une transaction honnête, d'un compromis tellement avantageux que nul ne pourra le critiquer, après s'être rendu parfaitement compte de l'état de la question.

Le chef de l'opposition a déclaré que nous avons augmenté le passif de la province. C'est là une accusation qu'il est facile de lancer sur les tréteaux électoraux, mais qu'il serait absolument impossible de soutenir victorieusement devant cette Chambre.

Par la simple opération de nos lois, M. l'Orateur, le passif est tombé, je donne des chiffres ronds, à \$31,200,000 de \$35,800,000 qu'il était en 1892, je ne parle ici que d'après les comptes publics rendus au 1er juillet 1896.

L'erreur du chef de l'opposition provient de ce qu'il n'établit pas clairement la distinction entre la dette actuelle, certaine, de la province, et la dette éventuelle, possible.

Quant à l'arithmétique de l'honorable chef de l'opposition elle est une véritable énigme. Il voudrait arriver à nous faire croire qu'il peut augmenter la dépense, supprimer la taxe, et malgré cela équilibrer son budget !